

IMPRIMERIE
PARIS

NORMANDIE LE HAVRE

N°701

Vendredi 31 août 2018

www.paris-normandie.fr

1,40 €

LILLEBONNE · BOLBEC · PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE · MONTIVILLIERS · HONFLEUR · TROUVILLE-SUR-MER · DEAUVILLE

POLITIQUE

Lecoq : « Un mauvais coup contre le peuple »

PAGE 6

LA SOCIÉTÉ DES RÉGATES A 180 ANS



La doyenne dans le vent

P. 2-3

INTERVIEW

La ministre de la Culture Françoise Nyssen à l'offensive

P. 18-19

MONDIAL FÉMININ

Ces Havrais prêts à former les équipes

P. 4



FOOTBALL - LIGUE 2

Le HAC va-t-il faire appel à un joker ?

P. 26

R - PNHA - 28207 - F : 1,40 €

des PARCOURS
UN MÉTIER
LA RÉGION À VOS CÔTÉS

L'APPRENTISSAGE

une voie d'excellence !

il reste encore des places

RÉGION
NORMANDIE

apprentissage.normandie.fr

« On ne dirige pas contre son peuple »

Politique. Jean-Paul Lecoq se prépare à faire une rentrée parlementaire « très offensive ». Le député PCF de la 8e circonscription de Seine-Maritime dénonce un gouvernement « cerné par les affaires ». Démission de Nicolas Hulot, drame de Gênes, emploi, politiques publiques, dossiers de l'agglomération du Havre... Ses réponses avant de retrouver l'Assemblée nationale.



Jean-Paul Lecoq dans l'hémicycle : « Le silence de Nicolas Hulot était devenu assourdissant » (photo AN)

La démission de Nicolas Hulot, pour vous, c'était tout sauf une surprise ?

■ **Jean-Paul Lecoq :** « Qu'il ait choisi de démissionner me rassure sur sa personne, car j'avais été choqué lorsqu'il avait décidé d'intégrer ce gouvernement au positionnement ultralibéral. J'ai bataillé contre le Ceta (*accord économique entre l'Union européenne et le Canada, N.D.L.R.*) et j'avais toujours en face de moi Brune Poirson (*secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire N.D.L.R.*), jamais Nicolas Hulot, et cela alors que toutes les associations, les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement qui soutenaient historiquement Nicolas Hulot étaient à mes côtés dans ce combat.

rêt en faveur de l'armateur MSC. J'ai confiance en la justice de mon pays même si, s'agissant de l'affaire Benalla, la confiance que le peuple doit accorder au gouvernement et avoir dans ses institutions a été compromise. C'est la raison pour laquelle notre groupe communiste, avec tous les groupes de gauche, s'est rassemblé dans une motion de censure du gouvernement. À titre personnel, je reste choqué que M. Benalla n'ait pas été mis à la porte après tout ce qu'il a fait. »

Quelle est votre lecture du drame de Gênes ?

■ « La catastrophe à laquelle nous avons assisté en Italie, ce pont autoroutier effondré par manque d'entretien, doit nous alerter. Pourquoi ce drame ? Parce que la multinationale qui possède cet équipe-

ment et tant d'autres ne l'a pas entretenu, alors qu'elle engrange d'énormes bénéfices et pratique la distribution abusive de dividendes en direction de ses actionnaires. Revenons à la France. Pour la deuxième année consécutive, nous apprenons un nouveau record de dividendes versés aux actionnaires.

« Faire payer le peuple »

Ces dividendes absorbent désormais 57 % de ces bénéfices contre 51 % il y a deux ans et 30 % en moyenne il y a quinze ans. La richesse n'a jamais autant progressé... Tout comme la pauvreté. Et les services publics sont maintenant asphyxiés. »

Comment avez-vous reçu les déclarations du Premier ministre sur le budget de l'État ?

■ « Comme une nouvelle aggravation de la situation. La théorie d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe est de faire payer le plus grand nombre, plutôt que de taxer beaucoup un petit nombre. Cette gouvernance est navrante : faire payer les gens du peuple car ils sont les plus nombreux. Le gouvernement s'en prend à nouveau aux retraités qu'il considère comme des nantis. Puisque la croissance n'est pas au rendez-vous, il aurait pu se tourner vers les plus privilégiés, rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune. Il s'en est bien gardé. Lorsqu'on dit de M. Macron qu'il est le président des riches, ce n'est pas une formule un peu courte, mais bel et bien une dure réalité pour le peuple français. »

Quel principal reproche faites-vous au maire du Havre et président de la Codah, Luc Lemonnier ?

■ « De ne pas savoir imposer Le Havre dans la bataille régionale opposant Rouen à Caen. La réforme territoriale a produit ce que je redoutais : la délocalisation des services publics et la compétition entre les territoires. Regardons la manière dont la nouvelle agglomération élargie se met en place aux forceps avec un certain nombre de communes qui s'y opposent. Notre grande agglomération méritait mieux. La méthode de Luc Lemonnier n'est pas la bonne. L'enjeu, c'est de définir un projet de territoire avec du concret pour la population et pour les maires. À ces derniers, il faut proposer du mieux par rapport à ce dont ils disposent déjà dans leur intercommunalité actuelle. Surtout pas du moins bien ! »

« La couleuvre de trop »

Sur ce sujet stratégique et tant d'autres, le silence du ministre d'État était assourdissant. Le temps venu, j'espère que Nicolas Hulot s'expliquera sur ce qu'était sa vie dans son ministère. Les chasseurs auront sans doute été la couleuvre de trop, mais il y en avait eu tant depuis quinze mois... »

Cette démission intervient après l'affaire Benalla, après l'enquête ouverte sur les travaux d'agrandissement de l'ancienne société d'édition de la ministre de la Culture Françoise Nyssen. Comment analysez-vous ces affaires ?

■ « Le président de la République et son gouvernement se voulaient irréprochables. Ils voulaient moraliser la vie publique, or les affaires s'empilent car il ne faut pas oublier que M. Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, est visé par deux plaintes pour prise illégale d'inté-

Au Havre, 2020 à l'horizon...

La moitié du Havre est dans sa circonscription. Et Jean-Paul Lecoq s'intéresse de plus en plus à la ville et à la Codah, où il siège en qualité de conseiller municipal.

■ « J'ai l'ambition de faire changer la municipalité du Havre, de contribuer à créer les conditions pour que la gauche l'emporte. Or, ce n'est pas écrit. Depuis 1995 et l'arrivée d'Antoine Rufenacht, la gauche a perdu parce qu'elle n'avait pas réuni les conditions pour l'emporter : faire l'union. J'ai rencontré les représentants de différents partis politiques pour leur en parler et aussi pour jeter les bases d'un projet commun pour Le Havre et avec les Havrais. À partir d'octobre, avec mon parti, nous allons engager des rencontres avec les habitants. »

Allez-vous prendre la tête d'une liste, être candidat ?

■ « Physiquement, politiquement... bien sûr que je pourrais. Est-ce que je suis celui qui incarne le rassemblement auquel aspirent les Havrais favorables au changement ? Je n'en ai aucune idée. Ça ne fait pas encore partie du débat. Si c'est l'un des éléments de ce rassemblement, rien ne s'y opposera. »

Qu'allez-vous dire aux Havrais ?

■ « D'abord relayer ce qu'ils me répètent. À un moment, gérer ne suffit plus. Les Havrais en ont assez des experts et des comptables. Ils veulent de l'humain et de la proximité. On ne dirige ni une ville ni un pays comme on préside un conseil d'administration. Je veux parler d'énergie, celle du Havre et des Havrais, des horizons de cette cité... les horizons du Havre. »